

DOSSIER DE PRESSE

CONFÉRENCE DE PRESSE DE LANCEMENT DU 31 MARS 2023

LANCEMENT DE LA MISSION D'INFORMATION ET
D'ÉVALUATION CITOYENNE SUR L'ÉTAT DES LYCÉES
PUBLICS DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

LA POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR
DU BÂTI DES LYCÉES PUBLICS



MISSION
Lycées

SOMMAIRE

Le constat : aucun lycée en mauvais état, vraiment ?

Les lycées: une compétence régionale majeure	3
Deux plans d'investissement successifs depuis 2016	3

Notre cheminement : La mobilisation des groupes de gauche et écologistes au conseil régional pour les lycées

I : L'interpellation de l'exécutif depuis le début du mandat	5
II : Le lancement avorté d'une Mission d'information et d'évaluation (MIE)	5
III : Un bilan du "plan Marshall" présenté à la hâte	6

La Mission d'information et d'évaluation citoyenne sur l'état des lycées (MIEC)

I : Décryptage des plans pluriannuels d'investissement	7
II : Rencontres avec la communauté éducative	7
III : Lancement d'une plateforme participative	7
IV : Rapport à la rentrée	8

#MissionLycées : les outils prévus

Un site : missionlycees.fr	9
Un flyer	9
Une affiche	10
Une plateforme participative	11
Présence sur 4 réseaux sociaux	11

La #MissionLycées en quelques chiffres

LE CONSTAT : AUCUN LYCÉE EN MAUVAIS ÉTAT, VRAIMENT ?

Notre point de départ, ce sont les déclarations de Laurent Wauquiez qui prétendent que «Plus aucun des 600 lycées [publics et privés] d'Auvergne-Rhône-Alpes n'est en mauvais état». Pourtant, les témoignages qui remontent du terrain le contredisent :

Témoignage en provenance du lycée agricole des Sardières (Bourg-en-Bresse, Ain) en date de décembre 2022 :

“ Pour les fuites : elles concernent trois bâtiments (internat, externat lycée et maintenant hall d'agro équipement.). Les réparations successives n'ont eu aucun impact. La situation actuelle n'est pas acceptable. Dimanche nous avons épongé pendant 1h30 alors qu'il n'y a que 10 mm, nous avons honte de faire visiter l'internat et il y a un vrai problème de sécurité (seaux dans l'escalier de l'internat, fuite au-dessus des installations électriques à l'atelier). Pour régler ce problème il faut refaire les toitures terrasses, les crédits alloués au compte-goutte par le conseil régional n'ont aucun intérêt.

“ Pour l'exploitation : la réalisation des enrobés fait partie de l'opération «restructuration du bâtiment central» (engagée en 2017 et achevée pour la partie bâtiment en 2019), elle a été repoussée à trois reprises par les services du conseil régional. Là aussi c'est la honte et on ne fait plus faire visiter l'exploitation. Notre lait est régulièrement contaminé par les butyriques et nous sommes pas à l'abri d'être mise en cause pour non respect des règles du bien animal. La DDT nous a adressé une injonction il y plusieurs mois.

Témoignage en provenance du lycée Frédéric Faÿs (Villeurbanne, Rhône) en date de novembre 2022 :

“ Nous allons rentrer dans une période hivernale avec des températures qui baissent (2°C ce matin) et ces salles, qui présentent des problèmes d'isolation, sont très inconfortables en hiver également, pas seulement en période estivale.

Les lycées : une compétence régionale majeure

La région a la charge des lycées publics, des établissements d'éducation spéciale (établissement régional d'enseignement adapté, EREA, et établissement régional du 1er degré) dont elle a la propriété. Cela implique qu'elle se charge de leur construction, de leur rénovation, de leur extension, de leur équipement et de leur fonctionnement (viabilisation).

Elle se charge également de l'acquisition et de la maintenance des infrastructures et équipements nécessaires au fonctionnement des lycées, gère leurs biens immobiliers de même que les droits à loger.

De plus, la région assure les compétences annexes comme l'accueil, la restauration, l'hébergement et l'entretien général. Enfin, c'est elle qui recrute le personnel technique des établissements.

Deux plans d'investissement réussis depuis 2016

Depuis le début du mandat 2021-2028 comme sous le précédent (2015-2021), les conseillères et conseillers régionaux de gauche et écologistes demandent régulièrement un bilan du plan d'investissement pour la période 2016-2021 surnommé abusivement "plan Marshall" en référence au programme d'aides financières accordées par les Etats-Unis aux pays européens au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

Ce plan s'est élevé à **1,5 milliards d'euros répartis sur 809 opérations sur cinq ans** dont 576 nouvelles. Le montant de ce plan d'investissement correspond sensiblement aux montants engagés les années précédentes pour les lycées par les deux anciennes régions et a surtout servi une fois de plus à faire de la communication.

Selon le bilan transmis par la Région fin 2022, **il resterait 297 opérations à engager**, soit

quasiment 40% de ce qui était prévu par le plan d'investissement.

Un nouveau plan d'investissement pour le mandat en cours a été présenté lors de l'Assemblée plénière de décembre 2022 pour la période 2022-2030. Il s'agit du Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière (SPSI). Les opérations de travaux annoncées ne sont pas chiffrées.

Lycées, les chiffres-clés :

La région Auvergne-Rhône-Alpes compte **305 lycées publics** et **249 lycées privés**.

Les effectifs lycéens étaient en septembre 2022 de 327 745 élèves (316 125 en 2016). En 6 ans, les effectifs totaux de lycéens ont augmenté de 11 620 élèves.

224 866 d'entre eux étaient dans le public soit 68,6% des effectifs lycéens de la région. 71 354 d'entre eux étaient dans l'enseignement privé à la rentrée 2022 tandis que l'enseignement agricole, public et privé compte près de 24 000 lycéens et lycéennes en 2022.

Pour l'exercice 2023, le budget régional prévoit :

- 303,165 millions d'euros en investissement pour les lycées publics
- 412,618 millions d'euros en fonctionnement pour les lycées publics
- 41,759 millions d'euros en investissement pour les lycées privés
- 71, 422 millions d'euros en fonctionnement pour les lycées privés

NOTRE CHEMINEMENT : LA MOBILISATION DES GROUPES DE GAUCHE ET ÉCOLOGISTES AU CONSEIL RÉGIONAL POUR LES LYCÉES

I : L'interpellation de l'exécutif depuis le début du mandat

Depuis le début du mandat en juin 2021 mais aussi sous la précédente mandature, les groupes de gauche et écologistes alertent sur la situation des lycées publics de la région. Entre la baisse des budgets de fonctionnement et du nombre d'agents (externalisation) qui affecte fortement les activités des établissements, les manques en termes de rénovation énergétique dans de nombreux lycées, la dégradation de plusieurs d'entre eux et les conséquences de la hausse des prix sur les factures énergétiques des établissements, les problèmes sont nombreux et la situation ne va pas en s'améliorant. Les conseillère et conseillers régionaux demandent à chaque commission "Education Lycées" du conseil régional une évaluation du Plan Pluriannuel d'Investissement pour la période 2016-2021, nommé "plan Marshall pour les lycées". Ils signalent à l'exécutif le très mauvais état de certains établissements à partir des éléments transmis par des membres de la communauté éducative. Les réponses apportées en commission ou par courrier aux questions écrites ne sont pas satisfaisantes: elles renvoient toujours la présentation d'un bilan et de perspectives à une prochaine commission sans préciser de date.

La majorité a décidé pour ce mandat d'exclure l'opposition des conseils d'administration des lycées., faisant encore une fois la preuve de son manque de transparence et de respect de son opposition. Les membres des groupes de gauche et écologistes ne siégeant pas dans les CA des lycées, il est plus difficile d'être tenu au courant des problèmes éventuels dans les lycées de la région. Cependant, des retours de terrain collectés par les groupes de gauche et écologistes montrent que plusieurs établissements sont en difficultés matérielles, humaines ou financières. Ces problèmes parviennent difficilement aux oreilles de la majorité de l'exécutif puisque les conseillères et conseillers régionaux de la majorité sont très souvent absents des conseils d'administration dans lesquels ils siègent.

En septembre 2022, Laurent Wauquiez a présenté un plan de sobriété énergétique pour les lycées de la région avec l'annonce de plusieurs mesures pour réduire la consommation et les factures d'énergie des établissements. Une bonne décision mais tardive et ne répondant pas suffisamment aux besoins des établissements.

II : Le lancement avorté d'une Mission d'information et d'évaluation (MIE)

En octobre 2022, les quatre groupes de gauche et écologistes ont demandé la création d'une Mission d'information et d'évaluation sur le fondement de l'article L.4132-21-1 du Code général des collectivités territoriales, cette demande étant de droit à partir du moment où 1/5e des membres du conseil régional la soutiennent. Elle devait être examinée lors de l'Assemblée plénière d'octobre mais sur demande de l'exécutif son examen a été décalé à celle de décembre.

"Le conseil régional, lorsqu'un cinquième de ses membres le demande, délibère de la création d'une mission d'information et d'évaluation, chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt régional ou de procéder à l'évaluation d'un service public régional. Un même conseiller régional ne peut s'associer à une telle demande plus d'une fois par an."

Premier alinéa de l'article L.4132-21-1 du Code général des collectivités territoriales

Après plusieurs semaines d'échanges en conférence des présidents sur les modalités de cette MIE, et alors que l'ensemble des groupes politiques semblaient y être favorables, Laurent Wauquiez a exigé de sa majorité le rejet du rapport à la dernière minute, et ce malgré l'engagement de la 1ère vice-présidente. Une faute politique révélatrice des pratiques de l'exécutif et de son absence de volonté de transparence.

Notons que le même jour, la municipalité écologiste de Lyon acceptait la demande de création d'une MIE sur la sécurité demandée par l'opposition de droite... Deux conceptions opposées du débat démocratique...

III : Un bilan du "plan Marshall" présenté à la hâte

En décembre 2022, un bilan du "plan Marshall" rédigé à la hâte est présenté lors de l'Assemblée plénière avec un nouveau plan d'investissement (SPSI) pour le mandat en cours. Les trois audits successifs réalisés sous le précédent mandat recensent les lycées selon leur état: "très bon", "bon", "moyen", "mauvais", "très mauvais".

	Très bien	Bon	Moyen	Mauvais	Très mauvais	
Audit 2016	11 (3,61%)	95 (31,15%)	142 (46,56%)	50 (16,39%)	7 (2,30%)	sur 305 lycées
Audit 2018	48 (15,74%)	125 (40,98%)	116 (38,03%)	15 (4,92%)	1 (0,33%)	sur 305 lycées
Audit 2020	145 (48,34%)	141 (46,69%)	15 (4,97%)	0 (0,00%)	0 (0,00%)	sur 302 lycées

Selon l'audit réalisé par APAVE en 2016, 20% des lycées de la région étaient jugés en mauvais ou très mauvais état. 58 lycées avaient fait l'objet d'un audit approfondi. Selon le dernier audit réalisé en 2020, plus un seul des 302 lycées de la région serait en mauvais ou très mauvais état. Si l'on pourrait croire à une amélioration radicale de l'état des lycées en moins de 5 ans, les retours de terrain qu'obtiennent les élus nuancent ce constat et montrent bien la faiblesse de ce bilan.

Cela a servi de justification pour rejeter notre demande de MIE. L'examen est arrivé tard dans la soirée en fin de séance.

Cette situation nous amène à mener nous-mêmes notre propre enquête avec pour objectif de démontrer factuellement qu'il existe des lycées en mauvais état dans la région Auvergne-Rhône-Alpes.

LA MISSION D'INFORMATION ET D'ÉVALUATION CITOYENNE SUR L'ÉTAT DES LYCÉES (MIEC)

I : Décryptage des plans pluriannuels d'investissement

Dans un premier temps nous avons lancé un travail d'analyse des données issues du bilan du "plan Marshall pour les lycées" et les avons mises en perspective avec celles du nouveau plan d'investissement pour la période 2022-2030. On constate un recyclage important des opérations du précédent plan d'investissement dans celui-ci. En effet, même si la nomenclature entre les deux plans a changé, on estime que seulement **25 opérations sur les 199 opérations sont nouvelles**, les autres étant des opérations non menées mais prévues par le précédent plan soit **un taux de recyclage de 87%** ! Une fois de plus, derrière les sommes importantes et les effets d'annonce il s'avère que la majorité régionale n'agit pas de façon massive pour les lycées.

II : Rencontres avec la communauté éducative

Depuis plusieurs mois, nous allons à la rencontre des proviseurs de lycées et des gestionnaires mais également des syndicats et associations de parents d'élèves qui acceptent de les recevoir pour échanger autour des problématiques liées à leurs établissements.

Nous allons intensifier ces visites de terrain pour faire connaître notre démarche. L'ensemble de la communauté éducative a été avertie de notre démarche par un courrier le jeudi 30 mars 2023.

Les militantes et militants des organisations politiques composant nos groupes politiques seront mis à contribution pour lancer une campagne de communication autour de la plateforme, pour la faire connaître du plus grand nombre.

III : Lancement d'une plateforme participative

Afin de recueillir des témoignages de la part des usagères et usagers des lycées, nous lançons une plateforme participative hébergée par Civocracy, le même prestataire que la Région a utilisé pour sa consultation publique sur le SRADDET.

Le but étant de recueillir un maximum de contributions de la part des usagers des lycées publics de la région (lycéens, parents d'élèves, personnel...).

Les contributions sont anonymes. **Deux modules** au choix :

- L'un est un questionnaire où les contributrices et contributeurs répondent rapidement à plusieurs questions sur l'état du lycée en question.
- L'autre est une discussion où les contributrices et contributeurs peuvent détailler davantage la situation de leur établissement et apporter des témoignages en joignant des supports vidéos ou photos.

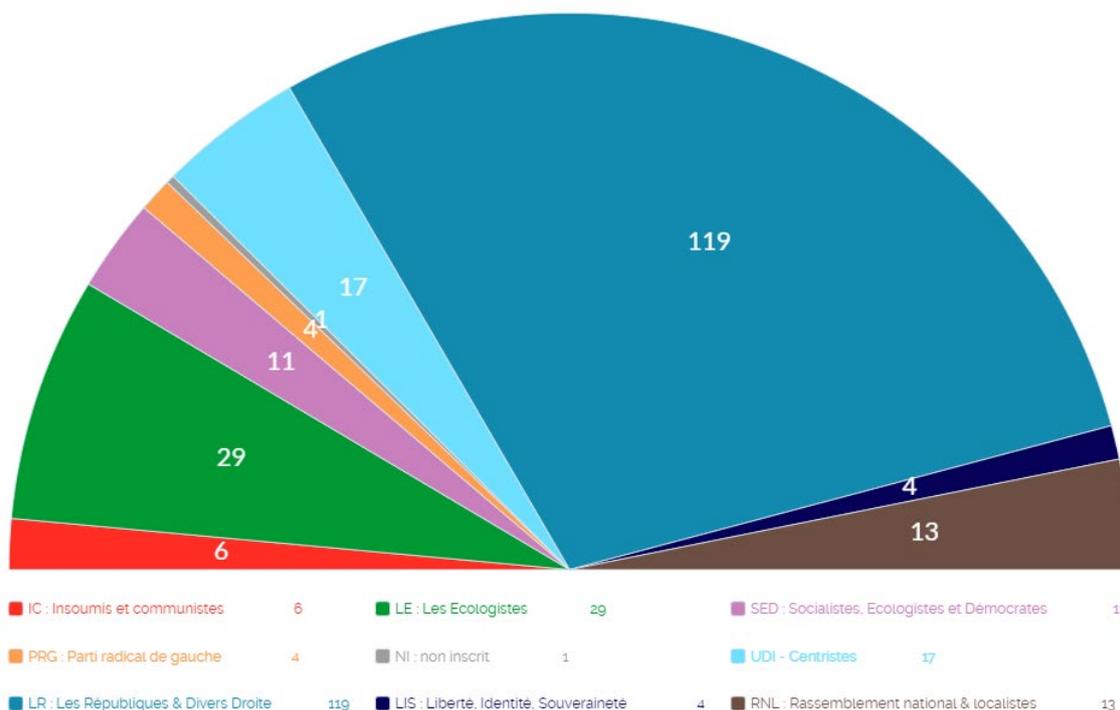
Cette plateforme sera ouverte pour une phase d'environ trois mois jusqu'à la fin de l'année scolaire, d'avril à fin juin : <https://www.civocracy.org/plateforme/mission-lycees>

IV : Rapport à la rentrée

Nos analyses des documents financiers, les auditions d'acteurs et la plateforme Civocray nous permettront de rédiger un rapport complet sur l'état des lycées publics de la région Auvergne-Rhône-Alpes, que nous remettrons à l'exécutif de Laurent Wauquiez et que nous présenterons à l'automne.

Qui sommes-nous ? Les groupes politiques de gauche et écologistes au conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes

Sur les 204 élu.es composant le conseil régional, l'ensemble des membres des groupes de gauche et écologistes compte 50 conseillères et conseillers. Ces quatre groupes font face à une droite menée par Laurent Wauquiez qui mène une politique à rebours des enjeux écologiques, sociaux et démocratiques.



Les quatre groupes de gauche et écologistes sont composés de la façon suivante:



#MISSIONLYCÉES : LES OUTILS PRÉVUS

Un site : missionlycees.fr



Un flyer

0 lycée en **mauvais état** dans la région selon Laurent Wauquiez, président du conseil régional

Pour savoir si c'est vraiment le cas, autant demander aux premiers concernés :
vous, les lycéens et usagers des lycées !

2 minutes de ton temps pour parler de l'état de ton lycée **sur notre plateforme**

C'EST GRATUIT ET ANONYME

ON INVERSE LES RÔLES, CETTE FOIS C'EST TOI QUI NOTES TON LYCÉE !

La plateforme est ouverte du **31 mars à fin juin 2023**

Une fois les contributions collectées, nous rédigerons un rapport sur l'**état des lycées** que nous remettrons à Laurent Wauquiez pour **le pousser à agir**.

Vous pouvez nous suivre sur les réseaux sociaux     avec **@MissionLycees #MissionLycees** et sur missionlycees.fr

Une affiche



MISSION
Lycées

TON AVIS COMPTE !

TU ÉTUDIES DANS **UN LYCÉE DE LA RÉGION** AUVERGNE-RHÔNE-ALPES ET

TU LE TROUVES EN MAUVAIS ÉTAT ?

TU TE GÈLES EN HIVER ? **IL FAIT 40 DEGRÉS** DANS TA CLASSE EN ÉTÉ ?
L'INTERNAT, LA CANTINE OU LE GYMNASSE **TOMBENT EN RUINE ?**

ALORS FAIS-LE SAVOIR **EN SCANNANT LE QR CODE** CI-DESSOUS



Vous pouvez nous suivre sur les réseaux sociaux     avec
@MissionLycees #MissionLycees et sur **missionlycees.fr**

Initiative des groupes politiques écologistes et de gauche du conseil régional Auvergne Rhône-Alpes

Une plateforme participative : <https://www.civocracy.org/plateforme/mission-lycees>

MISSION Faisons un état des lieux des lycées en région Auvergne Rhône-Alpes

Mission lycées

Cette plateforme participative consiste à recueillir vos témoignages sur l'état des lycées de la région Auvergne Rhône-Alpes et, à partir de vos réponses, à dresser un état des lieux des besoins en termes de travaux dans l'ensemble des établissements. Vous avez jusqu'au 30 juin 2023, pour contribuer en répondant à notre questionnaire et en ...

En savoir plus...

Abonné(e) administrateur **CRÉATOR** + 5 abonnés

Paramètres >

PARTICIPER AU PROJET

Questionnaire sur l'état de votre lycée 0 Participants • 10 Questions [Participer questionnaire](#)

Témoignez sur l'état de votre lycée 0 Participants • 0 participations [Discuter](#)

Présence sur 4 réseaux sociaux

Facebook: Mission Lycées. TON AVIS COM. Participe pour améliorer ton lycée en Auvergne sur missionlycees.fr et sur @missionlycees #missionlycees

Instagram: missionlycees. 0 Publications, 17 Followers, 74 Suivi(e)s. Mission Lycées AuRA #MissionLycees Participe pour améliorer ton lycée en Auvergne-Rhône-Alpes. Initiative @ecologieAura @soc_demaura... plus missionlycees.fr

Twitter: Mission Lycées @MissionLycees #MissionLycees: Participe pour améliorer ton lycée en Auvergne-Rhône-Alpes. Initiative @ecologieAura, @socdem_aura, @elus_jc_aura & @PRG_aura #AuRA #Lycées

TikTok: @missionlycees. 57 Suivis, 7 Followers, 0 J'aime. #MissionLycees: Participe pour améliorer ton lycée en AuRA missionlycees.fr

LA #MISSIONLYCÉES EN QUELQUES CHIFFRES

En résumé, la « Mission Lycées », c'est :

- **50 conseillères et conseillers régionaux** de quatre groupes politiques de gauche et écologistes du conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes qui se rassemblent pour exercer leur rôle de contrôle de l'action de l'exécutif régional de Laurent Wauquiez.
- Une **plateforme participative** hébergée par Civocracy, ouverte jusqu'à fin juin : <https://www.civocracy.org/plateforme/mission-lycees>
- **Un flyer** et **une affiche** pour inciter à contribuer à la plateforme
- **305 lycées publics** contactés pour recueillir des témoignages concrets sur l'état du bâti.
- Des **dizaines de rencontres** à venir sur le terrain, dans tous les départements de la région, avec des agents des lycées, des enseignants, des proviseurs, des parents d'élèves, des lycéennes et lycéens et les organisations qui les représentent.
- **Quatre réseaux sociaux** dédiés pour toucher un maximum de jeunes : Facebook, Twitter, Instagram, TikTok (@missionlycees) ; hashtag #MissionLycees
- **Un rapport** à l'automne, présenté à la presse et remis au président du conseil régional, sur l'état réel des lycées de la région.
- **225 000 lycéennes et lycéens** qui attendent des améliorations de leurs conditions d'étude dans les lycées publics de la région.